

Mise en œuvre de l'obligation de complétude des
déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à
l'abonné en dehors des zones très denses

Consultation publique
sur le projet de recommandation de l'Autorité
ouverte du 29 juin au 18 septembre 2015

Réponse du Syndicat mixte Manche Numérique

1. Considérants généraux :

La révolution numérique, avec le développement durable sont les deux vecteurs de cette croissance économique renouvelée que nous appelons tous de nos vœux. La dématérialisation des échanges est une évidence qui s'impose jour après jour. La couverture numérique est le premier enjeu. Le support technique est maintenant identifié. Après une période d'incertitude, la pose de fibre optique jusqu'à l'habitant est clairement la seule technique qui réponde aux besoins qui vont rapidement se faire jour, que ce soit pour les entreprises, les établissements publics, d'enseignement, de santé ou autres, et les particuliers. Toute forme de retard dans ce domaine condamnera de manière irrémédiable le territoire qui n'ira pas dans ce sens.

Le succès de ce grand chantier dépend pour partie de points techniques qui vont permettre une migration rapide du réseau cuivre vers le réseau de fibre optique.

La commission Champsaur a fait des propositions à ce sujet dont le statut de zone fibrée est la disposition centrale. Cette proposition a été reprise récemment par le parlement dans le cadre de la loi Macron. C'est à partir de la complétude des zones arrières des points de mutualisation que ce mécanisme pourra s'appliquer. Il restera à « remplir » ce concept de mesures qui accéléreront dans les zones fibrées le taux de pénétration de la fibre jusqu'à un niveau qui déterminera l'extinction du cuivre. Le choix de la définition de la zone fibrée à partir de la complétude des zones arrières de points de mutualisation est la plus pertinente parce qu'elle relève du cadre réglementaire, cependant elle mérite être précisée. En effet, la question du raccordement des sites isolés, principalement en milieu rural, peut être un facteur de blocage dans certains secteurs pour atteindre cette complétude. Comme l'indique l'Arcep, la complétude s'entend comme la réalisation du réseau de desserte jusqu'aux Points de Branchement Optique, dans l'attente de la construction des raccordements finaux à la demande des clients finaux que sont les particuliers, les entreprises ou les services publics. Le positionnement du Point de Branchement Optique ou PBO dans le réseau est donc particulièrement important. Il est réputé se trouver à proximité immédiate du logement ou du local à desservir.

2. Questions :

Question n°1. Les contributeurs partagent-ils la lecture de l'Autorité sur le fait que le PBO est en pratique le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final et que son positionnement doit donc coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel ?

Le PBO doit en effet être le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final. Il doit donc coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel. La pose des PBO sera donc l'élément qui permettra de déterminer si la complétude de la zone arrière est effective. Comme nous l'avons évoqué plus haut, elle permettra également d'envisager l'obtention du statut de zone fibrée et donc une migration accélérée du réseau cuivre vers le réseau fibre. Cependant, les sites isolés posent problème, ils convient donc de définir ce que sont ces sites et la manière dont ils sont retenus pour bénéficier du service.

Manche Numérique dans le cadre de l'élaboration de son Schéma Directeur d'Aménagement Numérique a réalisé une étude sur la base des informations cadastrales qui lui ont permis de déterminer la volumétrie des logements isolés. Le critère retenu pour qualifier ces logements est de 100 mètres maximum pour la longueur du raccordement final, réparti entre 70 mètres maximum sur le domaine public et 30 mètres maximum en domaine privé.

Le résultat de cette étude figure en annexe 1. Elle concerne la totalité des déploiements, soit 269 183 prises, nous avons exclu les zones agglomérées de Saint-Lô et Cherbourg dépendantes de la première Délégation de Service Public, dont le titulaire est Manche Télécom, soit 40 000 prises environ.

Le nombre de raccordements longs est d'environ 6 % du total des raccordements, pour un montant d'investissement atteignant environ 10 % du coût total des raccordements.

La dépense moyenne pour un raccordement long est de 594 €. La dépense moyenne pondérée de l'ensemble des raccordements est de 366 €.

Cette étude a été confirmée par la passation d'un marché public pour la réalisation de raccordements sur des zones rurales parfaitement diffuses, avec un résultat où le coût moyenné des raccordements est légèrement inférieur à 350 € l'unité.

En conclusion, la gestion de ces raccordements est supportable dans le cadre du projet global, sous réserve de pondération avec l'ensemble des raccordements, cette pondération devant s'effectuer via la collectivité qui déploie le réseau ou son délégataire. En zone conventionnée, cette pondération doit pouvoir s'effectuer via l'opérateur d'immeuble.



L'objectif est de permettre de commercialiser les raccordements auprès des fournisseurs d'accès à un prix forfaitaire qui dans le département de la Manche sera de 250 € correspondant au cadre fixé par l'état dans cadre du Programme National Très Haut Débit. Le solde sera financé par des apports croisés en subvention de l'état et des partenaires financiers des projets territoriaux.

Si ce dispositif s'applique, du même coup les questions techniques sont plus faciles à résoudre. Il faudra donc localiser dans les zones arrière des points de mutualisation les prises qui font l'objet de raccordements longs. Pour ce panel, la pose du PBO à proximité immédiate de l'habitation ne devient plus une obligation, le PBO pouvant se trouver relativement en amont dans le réseau.

La définition de la complétude devra donc tenir compte de ces exceptions pour ne pas retarder l'attribution du statut de zone fibrée à ces zones arrière de points de mutualisation.

Question n°2. L'Autorité invite les contributeurs à s'exprimer sur l'analyse des 3 scénarios considérés ainsi que sur les deux paramètres retenus en conclusion, à savoir que deux câbles au plus peuvent cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à cent mètres.

Manche Numérique partage l'analyse de l'Arcep. Les résultats de nos études et en particulier du marché passé pour la réalisation des raccordements conforte cette conclusion sur le plan économique. Sur le plan technique, il n'y pas de différence sensible entre plusieurs câbles en parallèle ou la pose d'un PBO intermédiaire. Cependant, dans cette dernière hypothèse, cet équipement dégrade le bilan optique en augmentant l'affaiblissement de la liaison.

Question n°3. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'analyse de l'Autorité concernant la problématique des raccordements sur devis et les préconisations envisagées.

Comme évoqué plus haut, Manche Numérique préconise une tarification forfaitaire et unique quel que soit le raccordement sur la base des études réalisées. En effet, il est essentiel que les fournisseurs d'accès puissent accéder au réseau dans des conditions tarifaires unifiées, pour renforcer leur intérêt à commercialiser les réseaux construits, en particulier en zone moins dense. Du même coup, les sites isolés doivent pouvoir être raccordés par les collectivités ou leurs délégataires, sans faire peser cette contrainte sur les fournisseurs d'accès. Un modèle de partenariat entre les collectivités, leurs délégataires, les entreprises et les fournisseurs d'accès sera à définir.



Question n°4. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le caractère pertinent et efficace de l'identification éventuelle d'un nombre limité de logements comme étant raccordables sur demande, en anticipation d'une faible appétence à court et moyen terme pour les services à très haut débit. Le cas échéant, quels aménagements et/ou compléments serait-il pertinent de prendre en compte afin de garantir l'effectivité de l'obligation de complétude ?

Manche Numérique partage l'analyse sur le fait d'identifier un certain nombre de logements pour lesquels la pose du PBO serait différée. Cette analyse pourrait être corrélée avec une estimation précise de la demande. Manche Numérique a mis en place un dispositif de pré-commercialisation qui permet la construction de raccordements avant remise en affermage du réseau au délégataire. Vous trouverez en annexe le résultat de cette action dans les territoires qui font l'objet d'un déploiement. L'appétence des clients potentiels est remarquable et préfigure un taux de pénétration très au-delà des analyses faites par l'Arcep à ce titre. Cette mobilisation sur le terrain a un double intérêt, d'une part favoriser une commercialisation du réseau plus rapide et donc un équilibre économique facilité et d'autre part un investissement pour la construction du réseau et des raccordements optimisé, évitant des interventions répétées et coûteuses. De ce fait, les raccordements sur demande sont moins nombreux.

Question n°5. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur les conséquences économiques à l'échelle d'un projet d'un nombre trop important de logements « raccordables sur demande » et sur l'opportunité de limiter la déclaration de logements « raccordables sur demande » par la définition d'un seuil maximal à l'échelle d'une zone, d'un PRDM ou bien d'un PM, et , le cas échéant, sur la valeur souhaitable de ce seuil.

Manche Numérique partage l'analyse que la pose de PBO différés doit rester très largement minoritaire dans les déploiements. En conséquence, et au vu des études déjà réalisées, le syndicat préconise de fixer le plafond du nombre de PBO différés à 15 % des équipements sur une zone arrière de point de mutualisation.

Question n°6. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le délai proposé pour encadrer le déploiement et la mise en service des PBO dont la pose aurait été différée à une demande effective d'accès au réseau.

Le délai de quatre mois proposé par l'autorité nous paraît satisfaisant.



Question n°7. Les contributeurs sont invités à faire part de leurs remarques sur les modalités de mise à disposition des informations relatives aux PBO déployés sur demande évoqués par l'Autorité.

Manche Numérique n'a pas de remarques particulières à ce sujet et partage l'analyse de l'autorité.

Question n°8. Les contributeurs sont invités à s'exprimer notamment sur les éléments pertinents qui pourraient être utilisés en vue d'évaluer l'appétence à court terme des clients potentiels pour les services à très haut débit sur fibre optique des clients finals.

Manche Numérique préconise la mise en place systématique du dispositif des pré-raccordements. Il est un facteur de mobilisation locale très important, comme évoqué plus haut il rationalise les investissements de premier établissement, il optimise les coûts de raccordement et enfin il donne aux fournisseurs d'accès une lecture concrète de la demande des utilisateurs finaux. Cet ensemble devrait être de nature à déterminer l'arrivée rapide des OCEN sur les réseaux d'initiative publique.